

19 mai 2025

Secrétaire générale Louise Mushikiwabo
Organisation internationale de la Francophonie
19-21 avenue Bosquet
75007 Paris
France

Madame la Secrétaire générale Mushikiwabo,

ACT | The App Association représente la communauté mondiale des développeurs de technologies de micro, petites et moyennes entités (MPME), située dans le monde de la Francophonie et dans le monde entier. Ces entreprises génèrent une économie mondiale liée aux applications d'une valeur de plus de 5,63 milliards d'euros, qui fournit d'innombrables emplois dans les pays membres et les juridictions de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Les membres de l'App Association exploitent la connectivité des appareils intelligents pour créer des solutions innovantes qui aident à améliorer le quotidien des consommateurs et des entreprises. Ils s'appuient sur une approche prévisible et équitable de la réglementation de l'économie numérique pour réussir et créer de nouveaux emplois. **La communauté de l'App Association écrit pour demander à l'OIF d'atteindre et de maintenir la croissance grâce à la transformation numérique, en soutenant l'innovation et la création d'emplois des MPME.**

Les membres de l'OIF, qui représentent déjà un espace économique équivalent à 25 % du PIB mondial, sont un moteur mondial de la création d'opportunités de transformation numérique dans d'innombrables secteurs liés aux consommateurs et aux entreprises. L'amélioration de la participation et de l'accès à l'économie numérique mondiale doit être une pierre angulaire de la stratégie de l'OIF visant à développer la coopération économique pour le développement durable et à créer des opportunités, en particulier pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Une transformation numérique réussie parmi les membres de l'OIF permettra d'accélérer l'investissement et l'innovation, de renforcer la concurrence, de créer des emplois, de réduire la pauvreté et, de manière générale, d'améliorer la disponibilité des biens et des services. Il existe notamment d'énormes opportunités pour les membres de l'OIF sur les marchés technologiques existants et émergents, comme ceux de l'intelligence artificielle (IA), de l'Internet des objets (IdO ou *IoT* en anglais) et de l'informatique quantique, entre autres. En outre, l'OIF est bien placée pour saisir ces opportunités avec des possibilités de progression rapide chez les membres et dans les juridictions ayant moins de défis en matière d'infrastructures physiques et de gouvernance héritées.

Nous encourageons l'OIF à concentrer ses efforts pour atteindre et maintenir la croissance grâce à la transformation numérique et appelons l'OIF à soutenir fermement l'élaboration de règles commerciales numériques complètes qui garantissent le leadership de la Francophonie à l'avant-garde de la quatrième révolution industrielle. Plus précisément, l'OIF devrait soutenir les actions suivantes :

- **Permettre les flux de données transfrontaliers** : la circulation fluide des données entre les économies, et au-delà des frontières politiques, est essentielle au fonctionnement de l'économie mondiale et pour les développeurs de technologies des MPME qui cherchent à accéder à de nouveaux marchés.
- **Interdire les politiques de localisation des données** : les entreprises MPME qui cherchent à se développer sur de nouveaux marchés sont souvent confrontées à des réglementations qui les obligent, ainsi que d'autres fournisseurs étrangers, à construire et/ou à utiliser des infrastructures locales dans le pays. Les exigences de localisation des données entravent généralement les importations et les exportations, réduisent la compétitivité internationale d'une économie et compromettent la diversification économique nationale.
- **Interdire les droits de douane et la taxe sur les services numériques pour ce qui relève du contenu numérique** : les innovateurs des MPME doivent tirer parti de la nature mondiale d'Internet pour atteindre les clients qui vivent à l'intérieur et à l'extérieur des pays membres de l'OIF. Cependant, le trafic de données traversant les frontières politiques dans le but de collecter des droits de douane contribue directement à la balkanisation d'Internet. Ces pratiques compromettent l'efficacité d'Internet et bloquent de fait l'entrée sur le marché de produits et services innovants. Nous appelons spécifiquement l'OIF à soutenir la priorité donnée à la pérennisation du moratoire de l'Organisation mondiale du commerce sur les droits de douane applicables au commerce électronique.
- **Garantir que l'entrée sur le marché ne dépende pas du transfert ou de l'inspection du code source** : certains gouvernements ont proposé des politiques qui obligent les entreprises à transférer ou à donner accès au code source propriétaire comme condition d'entrée légale sur le marché. La propriété intellectuelle est l'élément vital de l'innovation des développeurs de technologies des MPME ; le transfert du code source présente un risque intenable de vol et de piratage. Les politiques gouvernementales qui imposent ces exigences constituent de sérieux freins au commerce international.

- **Préserver la capacité à utiliser des techniques de cryptage fortes pour protéger la sécurité et la confidentialité des utilisateurs finaux** : le commerce numérique mondial dépend de l'utilisation de techniques de cryptage fortes pour protéger les utilisateurs de dangers tels que le vol d'identité. Cependant, certains gouvernements continuent d'exiger que des portes dérobées soient intégrées aux clés de chiffrement pour permettre l'accès gouvernemental. Ces politiques mettent en péril la sécurité des données, ainsi que la confiance des utilisateurs finaux, en créant des vulnérabilités connues que des parties non autorisées peuvent exploiter. Du point de vue de la confidentialité et de la sécurité, la viabilité du produit d'un développeur de technologie dépend de la confiance de ses utilisateurs finaux.
- **Assurer la protection de la propriété intellectuelle** : la violation et le vol de la propriété intellectuelle et des secrets commerciaux menacent le succès des innovateurs des MPME et portent préjudice aux milliards de consommateurs, à l'intérieur et à l'extérieur des pays membres de l'OIF, qui dépendent de leurs produits et services. Ces violations de propriété intellectuelle peuvent entraîner une perte de données client, une interruption de service, une perte de revenus et une atteinte à la réputation, chacun de ces événements étant susceptibles d'entraîner la fin d'une petite entreprise. La protection et l'application adéquates et efficaces des droits de propriété intellectuelle sont essentielles à l'innovation et à la croissance de l'économie numérique.
- **Éviter l'application abusive des lois sur la concurrence aux marchés des technologies nouvelles et émergentes** : divers régulateurs, y compris des partenaires commerciaux clés, envisagent ou mettent actuellement en œuvre des politiques qui imposeraient des mandats aux marchés des technologies naissantes et émergentes qui se développent. Par exemple, certains régulateurs compromettent la capacité des petites entreprises à être compétitives en bouleversant la fonctionnalité des plateformes numériques qui réduisent les frais généraux, améliorent l'accès des consommateurs, simplifient l'entrée sur le marché et renforcent la protection de la propriété intellectuelle. D'autres envisagent d'intervenir sur des marchés technologiques indéfinis et émergents, comme celui de l'intelligence artificielle. Les gouvernements étrangers qui bouleversent les marchés technologiques, par le biais de réglementations malavisées, désavantageront les innovateurs des MPME et constitueront d'importantes barrières commerciales.

Nous apprécions la prise en compte par l'OIF des points de vue de notre communauté et nous nous engageons à soutenir les efforts de l'OIF pour atteindre et maintenir la croissance grâce à la transformation numérique.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink that reads "Morgan Reed". The signature is written in a cursive style and is contained within a light gray rectangular box.

Morgan Reed
President

ACT | The App Association
1401 K St NW (Ste 501)
Washington, DC 20005
United States of America